

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 014/OLUCOME/07/2018
PORTANT SUR LA COMMEMORATION DU 56^{ème} ANNIVERSAIRE
DE L'INDEPENDANCE DU BURUNDI.

« On ne peut pas parler de l'indépendance totale sans le respect des principes de la bonne gouvernance, de redistribution des ressources, sans le développement durable, la paix durable pour tous, la sécurité pour tous et une justice équitable contrairement au message prononcé par le Président de la République du Burundi Pierre Nkurunziza lors de la commémoration du 56^{ème} anniversaire de l'indépendance du Burundi. »

1. L'Observatoire de Lutte contre la corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) regrette le fait que le Burundi célèbre le 56^{ème} anniversaire dans une pauvreté extrême. La fête de l'indépendance du Burundi est célébrée chaque année le 1^{er} juillet mais elle a été célébrée cette année le 2 juillet.

Depuis son indépendance en 1962, le Burundi a vécu un cycle de violences : des massacres à caractère ethnique, la corruption sans nom, la mauvaise gouvernance à tous les niveaux, etc. Ce qui fait qu'il soit classé parmi les 3 pays les plus pauvres au monde, avec un taux de chômage de 65% et un taux de croissance économique négatif. Bref, la population n'a pas la capacité de subvenir à ses quatre besoins fondamentaux à savoir se nourrir, s'habiller, se faire soigner et se loger alors que le Burundi a ratifié respectivement la déclaration universelle des droits de l'homme, le pacte international relatif aux droits civils et politiques, le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

2. Contrairement aux discours politiques des dirigeants burundais, le dernier en date de ce 1^{er} juillet 2018, un pays qui compte plus de 400 mille réfugiés dans les pays voisins et des dizaines de milliers dans les camps de déplacés à l'intérieur du pays, ne peut pas prétendre à la paix et à la sécurité car ces derniers gardent toujours

la nostalgie de leur pays natal. Avec ce climat de méfiance, il est impossible que le Gouvernement puisse entreprendre de grands projets de développement économique durable. Or, l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) stipule que chacun des Etats partie s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance de la coopération internationale, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives. Donc, quand la population ne se développe pas, c'est que l'Etat a failli à sa mission.

3. La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance dont le Burundi fait partie a pour objectif de promouvoir l'adhésion de chaque Etat partie aux valeurs et principes universels de la démocratie et le respect des droits de l'homme ; promouvoir et protéger l'indépendance de la justice, promouvoir le développement durable des Etats parties et la sécurité humaine, la promotion de la gouvernance dans toutes ses formes ; etc. En peu de mots, les objectifs que l' OLUCOME juge être des piliers de l'indépendance sont notamment la gouvernance, la transparence, l'accès équitable et facile par les citoyens aux services offerts par l'Etat, la sécurité pour tous, le développement durable, la redistribution des ressources, la justice équitable et les élections libres , crédibles, transparentes et apaisées .
4. De plus, le fait que le Burundi n'est plus sous tutelle d'une colonie n'est pas suffisant pour dire que nous sommes indépendants, alors que le pays dépend pour plus de 52 % des apports extérieurs au budget de fonctionnement. L'indépendance s'acquiert au prix de la liberté civile, politique et économique, et la liberté ne peut être totale que quand on est indépendant surtout économiquement. Donc, les burundais devraient savoir que 56 ans après le départ du colonisateur ne suffit pas pour être réellement indépendant. Nous devons savoir que l'indépendance totale du Burundi incombe en premier lieu aux burundais, les amis du Burundi ne viendront que

pour accompagner nos efforts. Suite à ces faits qu'OLUCOME vient de développer ci-haut, on peut affirmer sans se tromper que le Burundi n'a pas encore eu son indépendance totale.

5. Les cas du Kenya, du Sud Soudan, de l'Ethiopie et l'Erythrée peuvent servir d'exemple pour le Burundi. En effet, pour que l'économie et la paix sociale de leur pays ne soient pas handicapées, le Président du Kenya Uhuru Kenyatta et son opposant historique Raila Odinga ont décidé tous de conclure un accord entre eux, de se faire la paix, une décision louable et courageuse. Bien plus, il y a quelques jours, le Sud Soudan a connu beaucoup de problèmes. Des milliers des milliers des personnes sont mortes et son économie a chuté. Cependant, même si ils étaient en guerre, ils ont décidé de faire la paix à l'aide de l'Ethiopie. Enfin, l'Ethiopie et l'Erythrée, deux pays voisins en conflit depuis plusieurs années ont déjà commencé les pourparlers pour qu'ils se fassent la paix.
6. Il est alors important que les burundais à commencer par le parti au pouvoir, le Gouvernement et ses alliés prennent une leçon sur ces trois pays pour qu'il y ait dans les meilleurs délais le dialogue inter burundais inclusif et externe afin de retrouver la paix durable au Burundi. Dans la même perspective, le Burundi et le Rwanda devraient s'inspirer de l'exemple du dialogue entre l'Ethiopie et l'Erythrée pour harmoniser leurs relations diplomatiques dégradées depuis quelques temps. Ces actions contribueront efficacement pour que l'indépendance du Burundi soit totale.

Les pays de la Communauté Est-Africaine (EAC), l'Union Africaine et les Nations Unies devraient aider pour que les pourparlers inter burundais externes soient organisés dans les meilleurs délais.

7. Pour contribuer au retour de la tranquillité et la stabilité du pays, l'OLUCOME propose ce qui suit :

A l'Union Africaine :

- a. de voter une résolution qui donne injonction formelle aux protagonistes de participer sans conditions au dialogue *lp*

inclusif ; et surtout faire pression au gouvernement du Burundi qui a déjà manifesté sa volonté de ne pas faciliter la tâche au facilitateur ;

A la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est (EAC) :

- a. de préparer le 5^{ème} round du dialogue inter burundais externe, sous la facilitation du Président ougandais Son Excellence Yoweri Kaguta Museveni et le Co-facilitateur, Son Excellence William Benjamin Mkapa , l'Ancien Président de la Tanzanie ;

Aux Nations unies et pays amis du Burundi :

- a. de garder toujours l'œil sur le Burundi jusqu'à ce que le Burundi respecte les instruments internationaux qu'il a ratifiés ;

A nous burundais :

- a. de bâtir le Burundi sur le débat contradictoire constructif, le patriotisme, la tolérance, la non-violence, le principe gagnant gagnant et non du gagnant perdant ainsi que la justice équitable.

Vive l'Indépendance, vive la solidarité internationale, vive le Burundi sans les dirigeants corrompus, vive le patriotisme.

Fait à Bujumbura, le 03./07/2018

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

President

